
CST du 18 novembre 2024

Intervention Liminaire de la CGT

Mesdames et messieurs les élus et représentants de l'administration, ce comité social territorial a lieu dans un contexte bien particulier : celui du Projet de Loi de Finances 2025, et des annonces du gouvernement concernant la casse du statut des fonctionnaires, avec le passage à trois jours de carence pour tous les fonctionnaires.

Monsieur le Président, vous avez adressé aux agents une vidéo, annonçant de possibles fermetures de services et des redéploiements de personnel, ce que nous confirme le document qui nous a été transmis en rapport avec le contexte budgétaire de la collectivité, ou vous actez ces décisions.

Cependant, le discours du 1^{er} ministre, Michel BARNIER, aux Assises Départementales du 15 novembre 2024, atténue les décisions budgétaires et coupes de l'État dont vous aviez si peur. Pour rappel, le concours du CNSA sera rehaussé à hauteur de 200 millions d'euros pour les départements, la baisse du fonds de compensation pour la TVA ne sera pas rétroactive, la hausse des cotisations CNRACL se feront sur 4 ans au lieu 3, et la participation des départements au fond de réserve se verra réduite. Ajoutez à cela l'annonce sur l'augmentation de 0.5 point des DMTO, ce qui va augmenter les recettes.

La situation est donc bien moins critique que celle annoncée, et c'est une bonne nouvelle, même si bien sûr nous préférerions que l'État finance et compense les compétences transférées dans leur intégralité, et ne mette pas les collectivités territoriales à contribution pour payer une dette qu'il a lui-même creusée.

Cependant, nous regrettons qu'encore une fois ce soient les agents qui soient la variable d'ajustement du budget de la collectivité.

Les conseils départementaux font bien trop souvent le choix de couper dans la masse salariale, et de privilégier les recrutements de contractuels à celui de fonctionnaires, avec une vision très court-termiste de la gestion des personnels. Nous subissons déjà les effets des coupes budgétaires : postes gelés, départs non remplacés, épuisement professionnel, manque d'attractivité...

Les agents sont les principaux acteurs de la mise en œuvre des politiques locales, les premiers au contact des usagers et des bénéficiaires. Si la collectivité ne leur donne pas les moyens d'accomplir leurs missions, la fracture sociale, territoriale va s'accroître, et cela est insupportable.

Leur offrir des chèques fermier ne suffira pas à compenser l'effort que vous allez encore leur demander, en fermant des services, et en les poussant à encore fonctionner avec moins de moyens, pour toujours plus de travail.

Les agents sont en attente de décisions fortes et d'une vraie reconnaissance. Nous espérons donc que ces fermetures de service n'auront pas lieu, que les contractuels ne se verront pas laissés sur le bord de la route, ce dont ils ont peur ; et que vous saurez aborder le budget sans considérer le personnel comme une simple ligne budgétaire.

Nous saluons cependant les efforts faits par la collectivité quant à la qualité de vie au travail, et nous ne pouvons que partager le refus d'une nouvelle ponction de l'État sur les finances du département dans le cadre du PLF 2025, et vous dire notre colère à l'annonce d'une casse annoncée du statut des fonctionnaires.

Nous souhaitons également, une fois de plus, vous demander de planifier le CST à 14h au lieu de 15h, au vu de la multiplicité des sujets à aborder. Nous avons besoin de dialoguer, débattre et vous questionner : c'est le rôle de cette instance. A raison de moins de 6 mn pour traiter chaque question dans un CST qui dure en moyenne 3h, c'est une chambre d'enregistrement, et non plus une instance de dialogue, ce que l'on regrette.

Merci de votre attention.